

La Politique Conservatrice et la dévastation du régime Parent

Pourquoi le gouvernement Parent a-t-il rappelé la taxe différentielle contre les Américains ?

L'affolement du mois de juin 1901 condamné par
toutes les industries intéressées

M. L'Orateur,

Je regrette beaucoup que la discussion d'un sujet aussi important ait été retardée jusqu'aux derniers jours de la session, à la veille même de la prorogation. Je considère, en effet, ce sujet comme le plus important que nous ayons eu à traiter durant cette session. Il touche à l'avenir même de notre province, puisque la richesse forestière de la couronne est encore le plus sûr de notre actif. Le peuple commence à s'en préoccuper et à discuter sérieusement la façon dont on exploite la forêt et dont on dispose de ses richesses.

Le temps est donc bien choisi pour exposer les faits, les étudier, et déduire de ces faits et de l'expérience une politique qui réponde à la fois aux besoins actuels et aux nécessités de l'avenir. C'est pourquoi j'eusse aimé une occasion plus large permettant un débat plus prolongé et plus complet. Car, dans les circonstances actuelles, la question forestière n'est pas une question sur laquelle un parti puisse éviter de se prononcer. Au contraire, l'intérêt public réclame une politique bien définie. L'on dit souvent que la différence n'est pas grande, après tout, entre les deux partis politiques, et, quelquefois, cette opinion est assez juste. Mais il est des sujets sur lesquels, étant donnée la politique d'un parti, il ne peut y avoir d'accord et je dis que la question forestière est l'un de ces

sujets-là. Le premier ministre a profité de la motion du député de Stanstead, qui ne touchait qu'à un point de l'administration forestière, pour expliquer et défendre toute sa politique. Je ne l'en blâme pas ; je veux simplement le suivre et lui démontrer, ainsi qu'à la province, combien sa politique est étroite et antipatriotique et pourquoi il ne peut y avoir d'accord entre lui et nous sur ce terrain.

Deux points de vue

M. l'Orateur, le premier-ministre a qualifié lui-même sa politique, d'un mot, que je pourrais considérer comme une inadvertance s'il n'avait déjà tant accentué, dans ses rapports et par ses actes, cette manière de voir. "Il nous nous faut des revenus, dit-il. Et nous, nous répondons : " il nous faut le domaine national." Pour lui toute la question se résume à une affaire de piastres et de centins. C'est la politique de terre à terre, du jour le jour, de l'imprévoyance. Pour nous, nous regardons plus loin et nous croyons que la question forestière est pour la province de Québec, la question nationale par excellence, (applaudissements) la première question nationale, parce que l'élément essentiel, l'élément principal de la nationalité, c'est la propriété du sol (applaudissements.) Et comment, M. l'Orateur, en sommes-nous rendus à tout peser au prix de quelques milliers de piastres ? Est-ce que